Droit de douane et OCM Banane

La malédiction du marché bananier européen

Contrairement à ce que l'on pense, la bonne tenue générale des cours de la banane de ces dernières années est une malédiction pour le marché européen. En effet, l'analyse superficielle de la physionomie du marché depuis sa libéralisation partielle en janvier 2006 pourrait faire croire que le niveau de taxation (176 euros/tonne ou 3.22 euros/carton appliqué aux bananes dollar) est exagéré, créant à lui seul la forte inflation actuelle du prix au stade importation ou détail. Le coupable est montré du doigt : le droit de douane. A l'heure où nous écrivons ces lignes, la sentence reste encore à prononcer et la peine à appliquer : une réduction immédiate et massive du droit de douane.

Pourquoi conserver un marché bananier équilibré et rémunérateur pour l'ensemble des acteurs de la filière ? Pourquoi ne pas faire baisser le droit de douane et ajouter ainsi aux déséquilibres du marché mondial lorsque le secteur productif aura atteint à nouveau son plein potentiel ? Pourquoi ne pas détruire encore un peu plus de valeur ajoutée ?

Mais si on a bien le coupable et la sentence, curieusement on cherche encore les victimes. Car celles vaguement désignées par les tenants de la réduction du droit n'ont rien réclamé et ne se plaignent pas. Les martyrs seraient pêle-mêle les producteurs qui subissent la ponction financière européenne, les exportateurs et les importateurs bridés dans leur développement et spoliés dans leur revenu et les consommateurs européens qui doivent débourser toujours un peu plus des quelques euros que la crise a bien voulu leur laisser pour acheter ce fruit si ruineux…

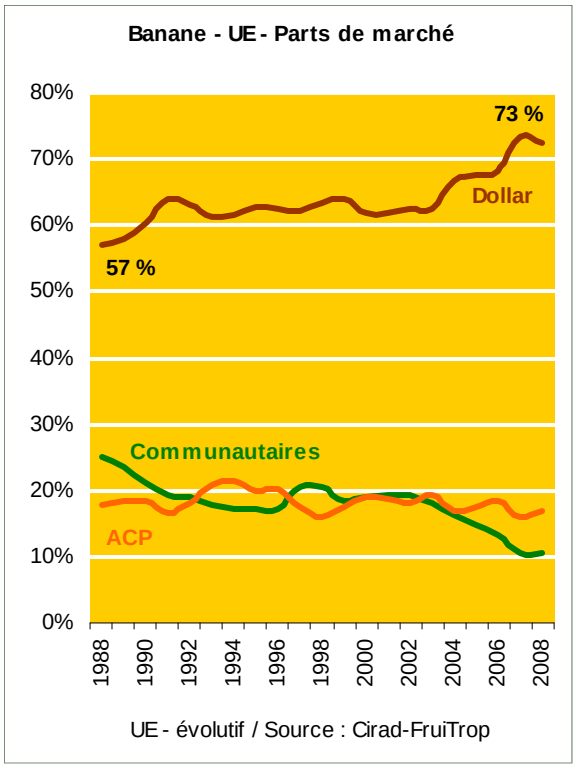
Et pourtant elle tourne

Passons en revue les victimes désignées. L'amont n'a pas pâti du nouveau régime, loin s'en faut. Les producteurs équatoriens et costariciens ont vu augmenter de manière très significative leur prix minimum officiel et, ce qui compte davantage, les prix réels pour la marchandise spot ou pour celle contractualisée se sont envolés. Les exportateurs et les importateurs ont eux aussi bénéficié de la bonne tendance. Cela s'est traduit par un prix import Aldi (+ 6 % en 2008 à 13.4 euros/carton) en hausse généralisée, preuve d'une excellente dynamique de marché. Les opérateurs intermédiaires ont certes acheté plus cher la banane auprès des producteurs, mais beaucoup sont eux-mêmes producteurs. Enfin les consommateurs, ceux-là mêmes qu'on voudrait bien nous faire passer pour les dindons de la farce, n'ont semble-t-il pas adopté de comportement hostile vis-à-vis du fruit. Depuis 2006, la consommation européenne annuelle s'est largement développée : + 1.3 kg par habitant depuis 2005, soit 1 000 000 de tonnes supplémentaires ! Les prix de détail sont restés quasi stables dans toute l'Europe, comme en Allemagne où les étiquettes chez les hard discounters sont passées de 0.99 à 1.01 euro/kg entre 2007 et 2008. La situation en France est comparable, avec un prix de détail moyen qui a augmenté de 3.5 % depuis 2006, alors que l'indice des prix à la consommation pour les fruits frais gagnait 8.4 % sur la même période ! C'est une valse des étiquettes qui manque singulièrement de tempo.

Mais la critique du régime de droit de douane actuel ne s'arrête pas là. On entend encore certains pseudo-spoliés dire : « Certes tout se passe pour le mieux dans le meilleur marché bananier au monde sauf que, à n'en pas douter, certains (les origines dollar) doivent souffrir pour que d'autres en tirent les bénéfices (les producteurs communautaires et les origines ACP) ». Malheureusement pour les jusqu'au-boutistes de la libéralisation, le monitoring du marché bananier européen montre que quel que soit le type d'origine (pays tiers, ACP ou dollar), ils ne sont en aucun cas les oubliés de la croissance. Les origines dollar ont exporté 974 000 tonnes de mieux en 2008 qu'en 2005. Sur la même période, les ACP en sont à + 155 000 tonnes. Les producteurs européens sont eux en forte baisse de 80 000 tonnes. Même si pendant ce temps l'UE s'est élargie à deux nouveaux membres, on peut s'accorder sur le fait que (1) l'augmentation est impressionnante, (2) la croissance a profité aux seules importations et (3) les origines dollar se sont taillé la part du lion.

© Régis Domergue

Contenu publié par l'Observatoire des Marchés du CIRAD – Toute reproduction interdite



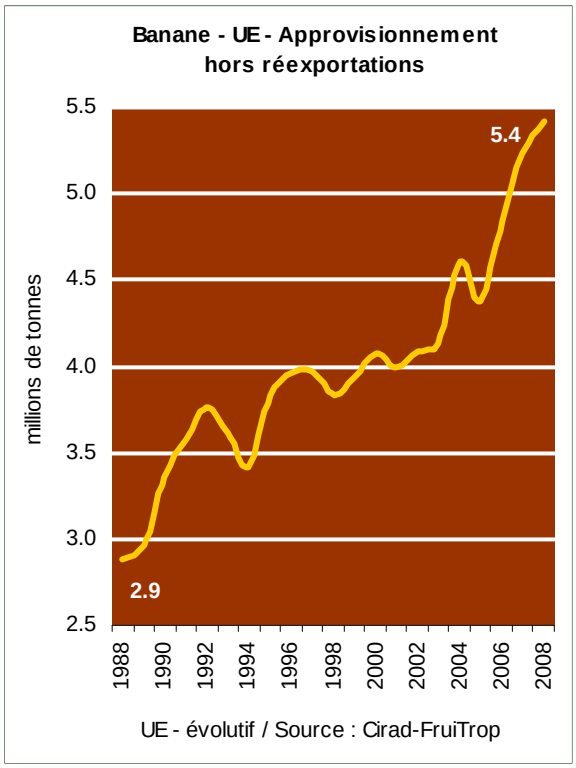
A qui profite la déréglementation ?

Alors pourquoi venir bousculer un marché si vertueux ? D'autant que le potentiel mondial de production et d'exportation ne s'est pas exprimé pleinement depuis l'ouverture du marché européen. En effet, les mauvaises conditions météorologiques n'ont épargné aucune des régions de production : coups de vent en Afrique, inondations au Costa Rica, en Colombie et au Brésil, cyclones en Amérique centrale, en République dominicaine, en Martinique et Guadeloupe, en Jamaïque, températures très basses en Équateur, etc. La pression de l'offre a de ce fait été limitée, la nature jouant donc le rôle de régulateur, aidée dans sa dramatique tâche par un contexte de forte demande en Europe, en Russie, en Méditerranée et au Moyen-Orient. Certains ont vite oublié le printemps 2006. A l'époque, forts de leurs nouveaux droits illimités à exporter vers l'UE, des opérateurs latino-américains de toutes tailles venaient enfin goûter à l'eldorado européen. On connaît la suite et la forte chute des marchés que cela entraîna. On relira avec intérêt l'analyse qu'Eric Imbert, chercheur au Cirad et grand connaisseur reconnu des marchés, délivrait alors dans les colonnes de **FruiTrop** : « (…) des offres de banane dollar portant sur des quantités limitées mais compétitives en termes de prix ont joué un rôle déstabilisant » (cf. **FruiTrop n° 134** – conjoncture de mars 2006) ou encore le mois suivant, « (…) bien qu'en quantité relativement modérée, l'offre de banane dollar très dispersée et parfois très compétitive a réussi à semer le désordre dans la filière » (cf. **FruiTrop n°135** – conjoncture d'avril 2006).

© photos Régis Domergue

Si bonne dynamique du marché il y a, pourquoi venir la perturber ? Si la bonne tenue est due à une offre mondiale en deçà de son potentiel, pourquoi prendre le risque d'un surapprovisionnement en ouvrant un peu plus encore le marché ? Espérons que nous n'assistons pas à une libéralisation à marche forcée pour de mauvaises raisons ou pour le principe. On condamnerait en quelque sorte pour l'exemple car, selon l'OMC, un marché doit être forcément totalement ouvert et déréglementé pour être efficace. On condamnerait pour l'honneur, celui des dirigeants latino-américains qui ont obtenu la mise au ban de l'UE et qui souhaitent désormais obtenir réparation, y compris en déséquilibrant un marché où leurs producteurs gagnent un peu mieux leur vie qu'auparavant. Et tant pis si, au lendemain de la victoire, les mêmes déclareront comme Pyrrhus : « Encore une victoire comme celle-là et nous sommes perdus » ■

Denis Loeillet, Cirad
denis.loeillet@cirad.fr



Contenu publié par l'Observatoire des Marchés du CIRAD – Toute reproduction interdite